



# Communistes



17 février 2012

*Grèce, Belgique, Italie, Espagne...*

*En France aussi*

**C**eux qui voudraient encore nier la lutte des classes en sont pour leurs frais, elle n'a jamais été aussi présente.

Les grands groupes capitalistes annoncent des profits record (nous y reviendrons dans un prochain article), les patrons du C.A.C. 40 affichent sans vergogne des salaires considérables (+ 34% en un an), pendant que les états capitalistes alignent les plans d'austérité contre les peuples, partout la pauvreté s'étend, le chômage explose, les acquis sociaux sont supprimés, le droit à la santé, les retraites, les droits du travail sont remis en cause, les secteurs d'activité sont privatisés ou en passe de l'être.

Chaque jour qui passe nous fait la démonstration qu'il n'y a pas de compromis possible avec le capital.

**Les médias ont braqué leurs antennes sur la situation en Grèce, ballon d'essai du capital pour toute l'Europe.**

Mais les travailleurs luttent, les journées de grève se multiplient, puissantes et massives dans tous les pays d'Europe, les revendications s'expriment de plus en plus fort.

En Allemagne les métallos revendiquent des augmentations de salaire de 6,5% et des conditions d'emploi stables. Grève générale de 48h en Belgique, en Grèce, grève en Espagne, en Italie, au Portugal, en Roumanie, en Grande-Bretagne, en Pologne, Tchéquie, Hongrie, Irlande, dans les pays scandinaves.

En France les luttes sont nombreuses : Air France, Thales, Lejaby, Photowatt, M.Réal, Palmolive, Sea France, Herta, Bridgestone, Arkena, Pétroplus, O.N.F., Education Nationale, S.N.C.F., elles se développent dans le secteur hospitalier. Salaires et emploi sont au centre des revendications.

**Des luttes partout, mais une coordination syndicale curieusement absente.**

La Confédération Européenne des Syndicats (CES), au lieu d'encourager, de coordonner, de soutenir les revendications des peuples en lutte,

s'inquiète auprès du parlement européen d'une amplification des mouvements sociaux.

Dans sa déclaration du 26 Janvier dernier, pas une ligne n'est consacrée aux luttes en Europe, aux revendications des travailleurs. Par contre, elle réclame une « nouvelle gouvernance européenne » incluant un « dialogue social pour une Europe sociale ». Consternant... En clair, elle veut être davantage associée aux choix du capital pour freiner encore plus le mouvement des peuples. Cette position politique scandaleuse est relayée en France par les confédérations syndicales qui font preuve d'un immobilisme outrancier.

Poussée par les luttes en Europe, la C.E.S. organise une journée d'action le 29 Février prochain contre le projet de nouveau traité européen et pour une « Europe sociale », silence sur les grèves et arrêts de travail.

Comme d'habitude, La CFDT freine des quatre fers. Son dernier argument : pas de grève en période électorale. F.O., C.F.T.C., C.G.C. sont égales à elles même, c'est-à-dire inexistantes sur le terrain revendicatif. La FSU appelle à la mobilisation .La direction nationale de la C.G.T. ne donne pas de consigne précise, elle s'en remet à ses unions départementales et ses syndicats.

Par contre tout ce petit monde, dans une déclaration commune, vient au secours de l'impérialisme européen pour condamner fermement la situation en Syrie en ignorant les interventions des puissances capitalistes de la région et des Etats-Unis dans ce pays.

Condamner les dictatures et les dégâts qu'elles engendrent est légitime, se taire sur les enjeux politiques et sociaux dans cette région, demander à mots couverts une intervention internationale (dont on connaît les objectifs), constitue une dérive grave de la part d'organisations syndicales.

**Pour construire un rapport de force durable dans le pays, il faut s'appuyer sur les luttes actuelles, les coordonner, appeler à les développer. C'est la seule voie possible pour satisfaire les besoins des peuples.**

Les choses bougent... lentement mais inexorablement.

[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)